

Paris, le 7 juillet 2022
COMMUNIQUE DE PRESSE

Discours de Politique générale d'Elisabeth Borne, Première ministre : « Les Régions prêtes à un dialogue constructif avec le gouvernement dont elles attendent des actions concrètes et immédiates »

Le discours de politique générale prononcé hier par la Première ministre Elisabeth Borne acte la reprise du travail gouvernemental sur les nombreux sujets pour lesquels notre pays attend des réponses, tant sur le plan politique que social ou économique et environnemental.

Naturellement très attentives à l'énoncé de cette feuille de route, les Régions de France saluent la volonté affichée de reprendre le dialogue avec les élus. Un premier signal positif a été donné avec la réunion, à Matignon, de tous les Présidents de Région, prévue le 20 juillet prochain.

Pour Carole Delga, sa Présidente, « *Il est impératif de renouer avec la stabilité et le dialogue. La nouvelle donne parlementaire ne permet plus la verticalité du pouvoir et oblige à inventer une nouvelle gouvernance, une autre manière de travailler, ensemble. Le gouvernement doit être à l'écoute de l'ensemble des forces vives des territoires et notamment des représentants des Collectivités territoriales qui vivent, au quotidien, une réalité qui échappe trop souvent au sommet de l'État.* » Dans ce cadre, les Régions ont un rôle particulier à jouer ajoute Carole Delga. *Elles ne sont pas seulement des acteurs institutionnels. Elles œuvrent, au quotidien, pour apporter des solutions concrètes dans tous leurs domaines de compétences et anticipent les nécessaires mutations. C'est la France du « faire » sur laquelle l'État doit pouvoir compter afin de libérer des énergies nouvelles, indispensables au déblocage de notre pays* ».

Le rendez-vous du 20 juillet est un premier pas vers la co-construction que les régions appellent de leurs vœux, sous la forme du comité « État-Régions permanent » proposé dans leur livre blanc, présenté en février dernier. Il permettra de mesurer la réalité de l'engagement pris hier devant la représentation nationale et d'ouvrir des chantiers stratégiques sur quelques-uns des grands enjeux évoqués hier par Elisabeth Borne. Parmi eux :

- **L'orientation, la formation et l'emploi** : les régions soulignent les enjeux majeurs liés à l'accompagnement de nos jeunes et des personnes en reconversion. Si elles se félicitent de l'objectif annoncé du plein emploi, elles rappellent la nécessité d'aller au bout de la transmission de la compétence orientation aux Régions. Et elles souhaitent que la réforme annoncée de pôle emploi donne aux régions l'autorité leur permettant de coordonner l'ensemble des acteurs du service public de l'emploi sur leur territoire. L'enjeu est majeur. Nos jeunes doivent avoir un avenir, et nos entreprises ont besoin d'eux pour réussir la transformation de notre pays.

- **Les mobilités** : élément crucial pour la qualité de vie de nos concitoyens.
Pour réussir la transition énergétique, nous devons pouvoir mettre en place de solutions alternatives. Les régions prennent acte des engagements pris par la Première ministre pour le ferroviaire et les lignes de desserte fine du territoire. Mais l'ancienne ministre des Transports sait très bien qu'il faut de toute urgence prendre la mesure de l'impasse dans laquelle se trouve le financement du réseau ferroviaire. Là où l'Allemagne y consacre 13 Md€ par an la France ne mobilise que 2,8 Md€. C'est une priorité absolue.
- **La reconstruction de l'industrie et les souverainetés** : il ne faut pas se voiler la face, le chemin est long tant l'industrie a été délaissée. C'est un enjeu d'indépendance et de souveraineté économique et énergétique. France 2030 peut y contribuer, mais ça ne suffira pas. La réussite passe par nos nombreuses TPE/PME/TPI qui, partout sur le territoire, ont besoin qu'on leur crée les cadres adaptés, en termes de financement comme de développement.
- **L'attention portée aux Territoires d'Outre-mer et à la Corse** : la France doit une partie de son rayonnement à ses territoires insulaires et ultra-marins. Leurs attentes appellent des réponses encore plus urgentes qu'en métropole. Pour la Corse, le dialogue doit permettre d'avancer vers une autonomie progressive.

Pour que tous ces chantiers puissent avancer, avec d'autres, les Régions ont besoin de stabilité, notamment dans deux dimensions :

Le cadre financier dans lequel évoluent les Régions ne peut être la variable d'ajustement du budget de l'État. Les collectivités comprennent le souci d'équilibre des finances publiques. Mais ne disposant pas des mêmes outils que l'État, elles ne peuvent contribuer à l'effort de reconstruction et de solidarité dont notre pays a tant besoin que dans la mesure où elles disposent d'un horizon budgétaire sécurisé.

Le cadre institutionnel constitue le deuxième impératif de stabilité. Parmi les urgences du moment, la priorité ne semble devoir être donnée à une fausse bonne idée, celle du conseiller territorial, réforme devenue inapplicable et qui ne peut qu'entretenir de la confusion pour nos concitoyens entre le rôle des départements et celui des régions. Si notre pays traverse en effet une crise démocratique, la première manière d'y remédier consiste déjà à revoir la manière de le gouverner. C'est ce qu'a esquissé la Première ministre, c'est une ambition à laquelle nous pouvons souscrire. Nous attendons à présent les actes.

Contact presse :

Régions de France

Violaine Hacke

Tél : [06 28 47 53 55](tel:0628475355)

vhacke@regions-france.org